

Vivre de subventions publiques tout en attaquant la France, ça ne dérange pas Cécile Duflot...

written by François des Groux | 27 septembre 2019

ADHÉSION AUX ASPECTS PRATIQUES

- Statut Cadre dirigeant.
- Rémunération brute annuelle de 65 à 70 000 Euros.
- Mobilité nationale (équipes salariées ou bénévoles basées en région) et internationale (minimum de 3 semaines par année pour des rencontres au niveau de la confédération ou/et projets de terrain.).
- Temps de travail certains soirs et certains WE en fonction de l'agenda et des activités de l'Association.

Cécile Duflot n'est plus une jeunette de 16 ans (comme Greta) mais cela ne l'a pas empêchée d'attaquer (aussi) la France en justice, en 2018, pour son ["inaction face au dérèglement climatique"](#).

Enfin, pas sur ses deniers personnels d'ancien ministre de "l'Égalité des territoires et du Logement" mais en tant que directrice d'[Oxfam France](#), une association écolo-humanitaire rouge-pastèque (verte en surface mais gauchiste de cœur).

Avec [Notre Affaire à Tous](#), la [Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme](#) et Greenpeace France (la seule refusant toute subvention publique), Oxfam lance ["l'affaire du siècle"](#), une "action en justice climatique" contre la France.

Les loups attaquent en meute et la France doit être une proie facile, une sorte d'agneau tendre et docile. En fait, comme

dirait Laurence Boccolini, c'est le "le maillon faible" que l'on pourrait faire céder facilement.

C'est pourquoi, sans doute, *Thunberg&Co* n'attaquent jamais frontalement l'Amérique de Trump, la Chine de Xi ou l'Arabie saoudite de Ben Salmane. Trop dur. Trop puissant. Trop risqué aussi.

Si des avocats s'intéressent à cette *juste cause* – "**sauver la planète**" – c'est qu'ils ont des intérêts bien compris comme [Hausfeld international](#) (un cabinet rappelant l'ambiance du film "[La Firme](#)"). Et les associations aussi, ne serait-ce que par le retentissement médiatique que sous-entend cette procédure inédite.

Oxfam France combat donc la misère et la pollution via sa bouillante directrice Cécile Duflot, rémunérée 65 000€/an (à minima) pour parcourir le monde entier 3 semaines par an et "sauver la planète". (Source : [Wikipédia](#)).

ADHÉSION AUX ASPECTS PRATIQUES

- Statut Cadre dirigeant.
- Rémunération brute annuelle de 65 à 70 000 Euros.
- Mobilité nationale (équipes salariées ou bénévoles basées en région) et internationale (minimum de 3 semaines par année pour des rencontres au niveau de la confédération ou/et projets de terrain.).
- Temps de travail certains soirs et certains WE en fonction de l'agenda et des activités de l'Association.

[Offre de poste de "directeur général" Oxfam France](#)

N'oublions pas non plus qu'Oxfam France combat le "populisme", responsable de tant de désastres humains et écologiques ("[Appel des 61 associations et ONG](#)" appelant à faire barrage au RN aux présidentielles de 2017).

Mais le plus incroyable là-dedans, c'est qu'Oxfam attaque la France en justice devant l'ONU pour "inaction climatique" tout

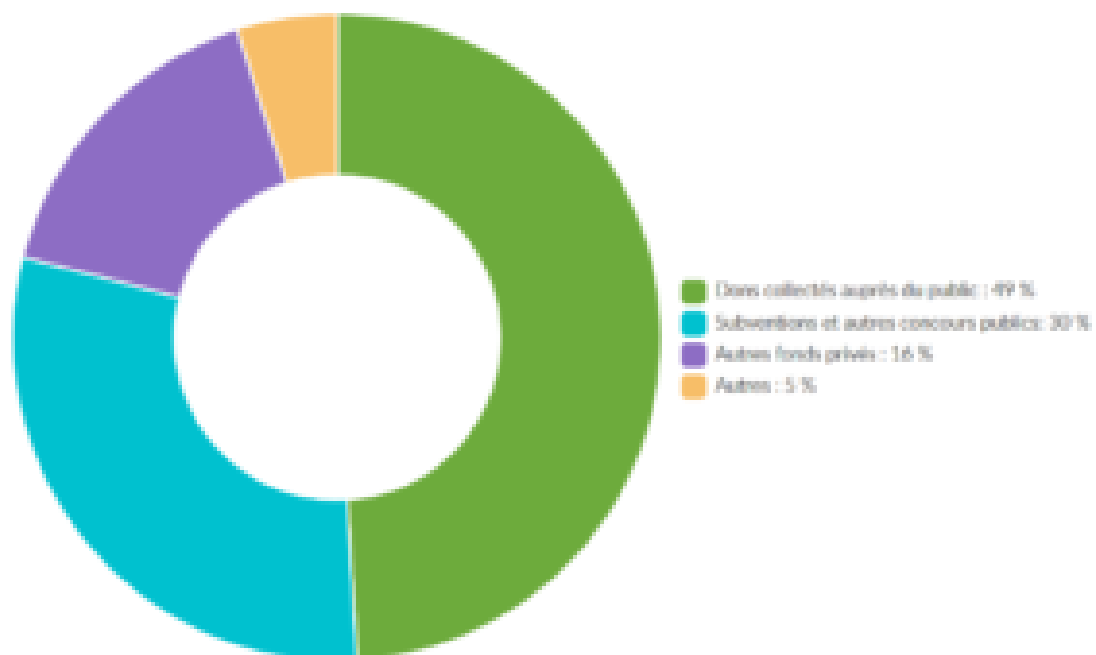
en recevant 30% de “subventions et autres concours publics” (près d’1,5 M€).

Et le meilleur, c’est que l’avocat chargé d’attaquer la France n’est autre qu’Arié Alimi, compagnon de Cécile Duflot et blogueur sur le très plénelien site Mediapart.

En gros, le con-contribuable français donne donc de sa poche pour subventionner l’association Oxfam France et cet argent sert à attaquer l’État Français faisant vivre grassement le couple Duflot-Alimi...

Oxfam France, une affaire de famille... et de gros sous ?

D’où proviennent nos ressources ?



Source : [Oxfam France](#)

Comment Duflot fait travailler son compagnon

L'ex-ministre Cécile Duflot, 44 ans, présidente de l'ONG Oxfam France, poursuit l'Etat, avec force publicité, en raison de sa supposée inaction en matière de protection de l'environnement.

Parmi les avocats choisis par Oxfam dans ce dossier figure Arié Alimi, 42 ans, qui a pour particularité d'être... le compagnon de la présidente d'Oxfam.

Celui qui tient le blog « Avocat et militant » sur Mediapart est pourtant moins connu pour ses plaidoiries en faveur de l'écologie que pour la défense d'activistes d'ultragauche, tels ceux qui avaient incendié une voiture de police avec ses fonctionnaires à bord à Paris en mai 2016. Ou encore lors du contre-G7, cet été, où il prospectait des clients en garde à vue à Hendaye.

La Conférence des bâtonniers et le Conseil national du barreau ont d'ailleurs été saisis par les avocats de Bayonne, qui se plaignent du comportement de son équipe. Arié Alimi précise que son cabinet agit gratuitement. Certes, mais l'exposition médiatique vaut publicité.

A. Z.

https://www.lepoint.fr/politique/les-indiscrets-du-point-comment-duflot-fait-travailler-son-compagnon-26-09-2019-2337904_20.php

